

Ukraine : opportunités diplomatiques et stratégiques au Moyen-Orient

par **Hugo BOULOGNE**

Du 26 au 30 mars, Volodymyr Zelensky s'est rendu dans les monarchies du Golfe. Au-delà d'une simple tournée diplomatique, ces déplacements revêtent un véritable intérêt stratégique pour Kiev, qui souhaite désormais s'affirmer en partenaire stratégique en matière de lutte anti-drones dans la région. De Riyad à Abou Dhabi en passant par Doha ou Amman, le président ukrainien n'a alors cessé de vanter l'expertise et les capacités développées par l'armée ukrainienne face aux attaques répétées de drones Shahed par la Russie. Le conflit en cours au Moyen-Orient, caractérisé par l'utilisation massive de ces engins par l'Iran contre les monarchies du Golfe, incite ces dernières à développer leurs systèmes de défense anti-drones.

Au terme de ces rencontres, l'Ukraine a signé deux accords de coopération en matière de défense avec l'Arabie Saoudite et le Qatar pour une durée de dix ans, tandis qu'un troisième contrat avec les Emirats arabes unis est en cours de finalisation. Si les montants et conditions exactes de ces contrats ne sont pour le moment connus, Kiev a déjà annoncé que le déplacement à Riyad avait débouché sur un accord d'un an pour la livraison de diesel, pour pallier les pénuries. Plusieurs militaires ukrainiens spécialisés dans la défense anti-drones ont déjà été envoyés dans ces pays pour débiter le processus de coopération. En parallèle, des discussions sont en cours avec la Jordanie, le Koweït, le Bahreïn ou encore Oman. De même, des pourparlers ont été entamés avec la Turquie en vue d'une possible coopération énergétique et militaire.

La défense anti-drones ukrainienne : quelles perspectives pour les États du Golfe ?

Depuis 2022, les salves répétées de drones de Moscou rythment le quotidien du peuple ukrainien. Face à cette menace inédite, le pays s'est doté de capacités exceptionnelles au fil des combats, lui conférant une expertise anti-drones. La BITD ukrainienne a développé des drones intercepteurs peu coûteux et conçus spécifiquement pour détruire les Shaheds.

Parmi eux, les P1-SUN développés par la start-up SkyFall sont capables de transporter une charge explosive de 800g, d'atteindre une vitesse de 450 km/h, une altitude de 5000 mètres et une portée de 23 km pour une autonomie de 17 min. Surnommé « le chasseur de Shaheds », il peut également être employé pour la protection d'infrastructures ou la défense par multi-saturation, pour un coût unitaire de 1000 dollars. Leur production à grande échelle à des coûts limités permet aujourd'hui à l'Ukraine d'être en mesure d'intercepter 90% des drones qui menacent son territoire.

Ce sont justement ces dispositifs à faible coût qui intéressent les monarchies du Golfe. Plusieurs d'entre elles avaient déjà manifesté leur intérêt envers le matériel ukrainien lors du World Defense Show organisé à Riyad du 8 au 12 février dernier. En réponse à cet engouement et au déclenchement de la guerre en Iran, Kiev avait dépêché 228 experts afin de mettre en avant ses systèmes de défense, l'expérience du combat ainsi que des connaissances tactiques d'emploi de ces derniers. Ces démarches ont permis d'ouvrir la voie aux accords conclus fin mars par le président Zelensky. Ceux-ci reflètent l'ambition ukrainienne de ne pas uniquement fournir du matériel mais bien d'apporter des solutions complètes associant formation, doctrine d'emploi et coproduction.

Aujourd'hui les États du Golfe disposent déjà de systèmes anti-drones aux coûts élevés. Cette défense repose sur des systèmes dimensionnés pour des menaces balistiques comme le Terminal High Altitude Area Defense (THAAD), le C-RAM ou le système Patriot. Avec des munitions coûtant plusieurs millions de dollars l'unité, leur utilisation quotidienne engendre des coûts considérables face à des systèmes offensifs à bas coût, créant un déséquilibre économique en faveur des assaillants. Ces solutions produites par l'Ukraine représentent une opportunité stratégique pour ces pays, dotés de capacités financières non négligeables.

Ces accords s'inscrivent également dans les stratégies nationales développées par les monarchies du Golfe. En Arabie Saoudite, le plan Vision 2030 initié par le prince héritier Mohammed Ben Salmane en 2016 comprend un important volet défense. En effet, le plan prévoit la constitution d'une BITD avec des investissements massifs dans le secteur de la défense et de l'armement. Ces projets sont notamment motivés par la volonté de Riyad, comme de Kiev, de diversifier ses partenariats stratégiques dans le secteur militaire (80% de ses dépenses sont réalisées auprès des États-Unis) dans une région sous tension. Le royaume ne veut plus seulement acheter des drones, mais les produire sur son sol grâce à des transferts de technologie, notamment prévus dans le cadre des récents accords avec l'Ukraine. A ce jour, l'Arabie Saoudite constitue le 4^e marché mondial de drones militaires, à hauteur de 13.5 milliards de dollars estimés.

Opportunités et limites pour l'industrie militaire ukrainienne

Face à l'importance de ces accords, une question est revenue en boucle : l'Ukraine est-elle en mesure d'assurer ses propres besoins anti-drones tout en fournissant ses partenaires du Golfe ? Dès l'annonce des signatures, le président Zelensky a tenu à rassurer en assurant que l'Ukraine a la capacité de produire quotidiennement plus de 2000 drones intercepteurs, alors qu'il ne lui en faut que 1000 pour assurer sa propre défense. Il a également insisté sur la possibilité d'accroître encore davantage cette production par l'arrivée de nouveaux investissements dans les capacités ukrainiennes. Si ces chiffres sont exacts, le calcul semble favorable à l'Ukraine par l'existence d'un excédent qui lui permettrait d'alimenter ses partenaires extérieurs sans ponctionner ses stocks opérationnels.

En contrepartie, l'Ukraine a proposé d'échanger ses intercepteurs et son savoir-faire contre des missiles PAC-3 pour les systèmes de défense aérienne Patriot, beaucoup plus coûteux, que les pays du Golfe utilisent actuellement pour abattre les drones iraniens. Kiev affirme avoir besoin de davantage de ces missiles pour répondre aux frappes quasi quotidiennes de la Russie. Or, ces systèmes élaborés ne sont produits qu'à une soixantaine d'exemplaires par mois dans le monde, dont la majorité sont livrés au Moyen-Orient.

Plus largement, ces partenariats s'inscrivent dans l'initiative « Build in Ukraine » lancée par le gouvernement ukrainien en octobre 2025. Elle vise à intégrer l'industrie de défense ukrainienne à l'écosystème de défense européen pour renforcer sa sécurité et attirer de nouveaux investisseurs. L'initiative encourage également les entreprises de défense étrangère à établir des lignes de production sur le territoire ukrainien, et se veut symbole

de la transition de l'Ukraine d'un statut de pays bénéficiaire d'aide à la défense vers un statut de partenaire à part entière dans la production d'armements modernes.

Ainsi, l'Ukraine souhaite franchir une nouvelle étape vers son autonomie industrielle militaire dans le domaine. L'entreprise ukrainienne General Cherry vient d'annoncer un partenariat avec la société croate Orqa dans le but de créer une localisation complète des composants de drones dans une installation souterraine. Il vise notamment à sortir l'Ukraine de sa dépendance à des composants en provenance de Chine et d'autres pays étrangers en concentrant l'intégralité de la chaîne de production sur son territoire.

Diversification stratégique : quelles conséquences politiques ?

Ces accords ne peuvent se comprendre indépendamment de la crise de confiance que traverse la relation ukraïno-américaine. Depuis l'altercation publique à la Maison Blanche de février 2025, Kiev a saisi l'extrême vulnérabilité d'une diplomatie de guerre concentrée sur un seul partenaire. Bien que l'Europe soit aujourd'hui le principal bailleur de fonds pour l'Ukraine, personne sur le continent ne se fait d'illusions sur la possibilité de résister à l'invasion sans armes fabriquées par les États-Unis et d'y mettre un terme sans la présence de Washington à la table des négociations. C'est précisément cette dépendance structurelle que la tournée au Moyen-Orient vise à corriger.

La dimension la plus immédiatement lisible de la démarche est adressée à Washington autant qu'aux pays du Golfe. En déployant ses spécialistes anti-drones dans une région que Donald Trump considère comme une priorité stratégique, l'Ukraine cherche à démontrer sa valeur ajoutée. En devenant exportateur et non plus seulement bénéficiaire d'aide militaire, l'Ukraine modifie en profondeur sa posture internationale. En échange de son expertise, Kiev sollicite un soutien politique et une coopération favorable à sa résilience. Ceci révèle l'ambition ukrainienne de transformer des partenariats industriels et technologiques en leviers d'influence durable.

En janvier 2026 à Davos, Volodymyr Zelensky avait souligné l'incapacité de l'Europe à prendre les devants pour assurer la défense de sa liberté dès lors que l'attention américaine se détourne du vieux continent. Ainsi, les accords du Golfe s'inscrivent dans cette même logique d'autonomisation : si Bruxelles tarde à structurer un véritable partenariat industriel et opérationnel avec Kiev, les monarchies du Golfe capteront l'essentiel de la valeur stratégique de l'Ukraine.

Longtemps restés neutres après l'invasion de 2022, des États comme l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis ou le Qatar deviennent désormais des partenaires décennaux de l'Ukraine. Cela constitue un gain politique et financier important, qui élargit pour la première fois la solidarité ukrainienne au-delà du monde occidental. Néanmoins, cette autonomisation n'est pas sans risques. Les États du Golfe sont habitués à jouer simultanément sur plusieurs tableaux en fonction de leurs intérêts, ces accords ne signifient pas le développement d'alliances inconditionnelles.

Conclusion

La tournée de Zelensky dans les monarchies du Golfe illustre une inflexion stratégique dans la posture internationale de l'Ukraine : celle d'un pays en guerre qui cesse d'être un simple récipiendaire mais cherche à s'affirmer comme un acteur capable d'exporter une expertise militaire unique, forgée à l'épreuve des combats. L'Ukraine dispose aujourd'hui d'un système anti-drones produit à grande échelle et à faible coût, destiné à détruire les drones Shaheds en provenance de Moscou, ce qui en fait un partenaire indispensable pour des États pris de court par ces mêmes systèmes.

Sur le plan industriel, les accords signés avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats Arabes Unis s'inscrivent dans une logique de coproduction à long terme qui dépasse la simple vente d'équipement. Kiev propose des solutions systémiques comprenant formation, doctrine d'emploi, transferts de technologies et lignes de production conjointes dont les retombées financières pourraient contribuer à financer l'effort de guerre et à accélérer l'autonomie industrielle ukrainienne, dans le sillage de l'initiative « Build in Ukraine ». En contrepartie, le pays espère recevoir du pétrole et des missiles PAC-3 dont il manque cruellement face aux frappes russes, transformant ainsi un échange technologique en levier de la survie opérationnelle.

Sur le plan politique, cette diversification stratégique répond d'abord à une nécessité existentielle : réduire la vulnérabilité liée à une dépendance excessive envers des alliés dont la fiabilité est mise en doute, au premier rang desquels les États-Unis sous l'administration Trump. Elle porte également un message à l'Europe : l'Ukraine a commencé à choisir ses partenaires, et non plus seulement à les subir. Si le Vieux Continent ne structure pas rapidement un cadre de coopération industrielle et opérationnelle avec Kiev, il risque de perdre non seulement une opportunité économique majeure : le marché anti-drones étant appelé à structurer les budgets de défense. Reste que le signal envoyé par Kiev est inédit : un pays en guerre, dont le territoire est frappé quotidiennement, a choisi de transformer sa destruction en innovation, et son expertise en levier diplomatique.